



INSTITUT POUR LA JUSTICE

CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

# Tribune Libre

N°1

© Novembre 2010

## Les malfaiteurs sont-ils des victimes de la société ? Crime, professions de justice et « culture de l'excuse »

Xavier Raufer - novembre 2010

« Derrière la fausse humanité des modernes se dissimule  
une barbarie ignorée de leurs prédécesseurs ».

**Friedrich Engels,**  
*Esquisse d'une critique de l'économie politique, 1843*

Édité par l'**Institut pour la Justice**, Association loi 1901

Contacts: **01 70 38 24 07**  
[publications@institutpouurlajustice.com](mailto:publications@institutpouurlajustice.com)

## SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Introduction : Magistrature et culture de l'excuse</b>            | <b>3</b>  |
| Inquiétante naïveté des élites officielles                           | 4         |
| <b>1. Ce qu'est la culture de l'excuse</b>                           | <b>5</b>  |
| Culture de l'excuse et sociologie critique                           | 5         |
| Le « néo-lumpenproletariat », sujet révolutionnaire ?                | 6         |
| Une doctrine dissolvante   | 7         |
| <b>2. Comment se répand la culture de l'excuse</b>                   | <b>8</b>  |
| Mimétisme médiatique et culture de l'excuse                          | 8         |
| Gauche utopiste, gauche réaliste                                     | 9         |
| <b>3. Culture de l'excuse : une idéologie irréaliste</b>             | <b>11</b> |
| a) <b>Misère sociale et criminalité</b>                              | <b>11</b> |
| Le « syndrome de Jean Valjean »                                      | 11        |
| Où sont les vrais pauvres ? Misère suburbaine, misère rurale         | 12        |
| Ghettos, émeutes et « politique de la Ville »                        | 15        |
| ZUS, émeutes, violences urbaines                                     | 15        |
| Des quartiers abandonnés ?   | 16        |
| Ghettos et violences scolaires                                       | 18        |
| Ghettos, l'hypothèse « néocoloniale »                                | 18        |
| b) <b>Crise mondiale et crime</b>                                    | <b>19</b> |
| Ampleur de la crise mondiale   | 19        |
| Crise et crime en Europe   | 20        |
| Crise et crime aux Etats-Unis  | 22        |
| Crise et vols de marchandises  | 23        |
| <b>4. Une réalité sociologique : les pauvres souffrent du crime</b>  | <b>24</b> |
| Les victimes du crime sont d'abord les catégories défavorisées       | 24        |
| La criminalité cause la pauvreté                                     | 25        |
| <b>5. Une voie criminologique ignorée : le sujet criminel</b>        | <b>25</b> |
| Inverser la relation entre chômage et criminalité                    | 25        |
| Une délinquance née de l'envie et non du besoin                      | 26        |
| Les malfaiteurs suractifs  | 27        |
| <br>   |           |
| <b>Annexe 1 : Misère, crime et au-delà</b>                           | <b>28</b> |
| Misère et guerre   | 28        |
| Misère et narco-trafic   | 28        |
| Crise et massacres de masse  | 28        |
| <br>   |           |
| <b>Annexe 2 : « Violences et banlieues françaises », G. Fargette</b> | <b>29</b> |

## Introduction : Magistrature et culture de l'excuse

Magistrature, professions de justice : ces dernières décennies, combien de déclarations virulentes, de protestations acerbes, de communiqués indignés ? Dans ces professions, il n'est pas de jour sans que des associations, syndicats et groupements professionnels ne fassent entendre leurs voix. Cela bien sûr ne poserait pas problème, et serait même bienvenu, s'il s'agissait de revendications sociales ou de carrière, mais, le plus souvent, ces entités expriment et prônent une vision partisane de l'homme et de la société.

Concrètement, lisons (entre nombre d'autres, analogues) un communiqué du « Collectif Liberté Égalité Justice » publié le 29 juin 2009, intitulé « Proposition de loi anti-bandes : jusqu'où nous conduira la démagogie sécuritaire ? », un texte évoquant des bandes « dont l'existence n'est pas nouvelle et qui sont déjà réprimées », la loi nouvelle ne visant qu'à « pénaliser les plus démunis ». Parmi les 30 signataires de cet appel : l'Association française des Juristes démocrates, l'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille, la Ligue des droits de l'homme, la CGT-Protection judiciaire de la jeunesse, la CGT-Pénitentiaire, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature, le FSU-SNEPAP (personnels de l'administration pénitentiaire), le FSU-Protection judiciaire de la jeunesse ; tous exerçant, d'une façon ou d'une autre, des métiers de la justice.

Peu auparavant et sur le même sujet, le Syndicat de la magistrature dénonce l'« importation totalement fictive et décalée de la notion de 'gang à l'américaine'... vision populiste et manichéenne de la société française », provoquant la « stigmatisation des quartiers populaires »<sup>1</sup>.

Pour ces magistrats et professionnels de la justice, et les militants politiques, syndicaux ou associatifs qui les entourent, « affirmer que le phénomène des bandes est en augmentation est gratuit et rien ne le montre ». L'intrusion d'une bande armée violente dans un lycée de Gagny, qui vient alors de se produire n'est qu'« un fait divers<sup>2</sup> en fin de compte tout à fait rare et qui ne correspond pas aux problèmes majeurs du quotidien »<sup>3</sup>.

**Concrètement, lisons un communiqué du « Collectif Liberté Égalité Justice » publié le 29 juin 2009, intitulé « Proposition de loi anti-bandes : jusqu'où nous conduira la démagogie sécuritaire ? ».**

1 « Phénomène des bandes : le syndicat de la magistrature dénonce une 'vision populiste' » *Nouvel Observateur*, 24/03/2009. Voir aussi l'appel du CLEJ du 9/02/2009 dénonçant la « logique de l'enfermement » et la pratique officielle de « stigmatiser les plus jeunes ». Ce déni de l'existence des gangs surprend, compte-tenu du réalisme de certains universitaires qui reconnaissent désormais l'existence de gangs, notamment au sein de la jeunesse issue de l'immigration africaine. Voir « J'étais un chef de gang », de Lamence Mazdou, suivi de « Voyage dans le monde des bandes » de Marie-Hélène Bacqué, La Découverte, Paris, 2008.

2 Voir « Société : pour Dati, enfermer c'est éduquer », *L'Humanité*, 17/03/2009 qui dénonce la « mise en scène de faits-divers ».

3 « Bandes violentes : une loi inutile et dangereuse ? » *Nouvel Observateur*, 30/06/2009.

Toutes ces déclarations, avis et prises de position, notons-le, étant martelés comme vérités d'évidence et indubitables réalités, et les réalités gênantes prestement écartées (« faits divers ») sans que jamais, au fond ou sur la forme, ces jugements ou analyses brutaux n'introduisent de doute ou de nuance.

Or ce que ces associations, collectifs et syndicats assènent comme évidences sociales (côté problème) et comme méthodes éprouvées (versant solutions) émane en réalité d'une idéologie précise ; une doctrine plutôt mal connue et incomprise du public, qu'il convient d'abord d'exposer : ce sera notre point 1. Au fil des années, cette doctrine plutôt extrême, quoique charitable d'allure, s'est acquise le nom de « culture de l'excuse », sous lequel nous la désignons désormais.

### Inquiétante naïveté des élites officielles

Ajoutons encore que l'analyse théorique des doctrines ou politiques est trop souvent négligée en France par des dirigeants politiques et hauts fonctionnaires se voulant d'abord pragmatiques - ce en quoi ils ont tort. Car dans une société libre, les doctrines informent (au sens original, *in-forment*, mettent en forme) les diagnostics, puis les politiques publiques - ces dernières étant bénéfiques ou catastrophiques dans la mesure où le diagnostic a été juste, ou pas.

Catastrophiques ? Jugeons-en avec le cas des mafias du sud de l'Italie, et du grave échec de politiques fondées sur des illusions ou des idées fausses :

« Longtemps, tout le monde ou presque a cru, à tort, que les mafias étaient la survivance du mode de vie archaïque des régions les plus pauvres du pays, vouées à disparaître quand ces régions se développeraient économiquement. On déversa des fortunes sur le *Mezzogiorno*, on y bâtit des routes et autres travaux publics, des usines et des hôpitaux. Cela fit l'effet d'une massive injection d'hormones de croissance sur le crime organisé local. Ces ineptes politiques ont transformé des bandits plutôt pauvres et déstructurés en criminels supérieurement organisés, puissants et riches »<sup>4</sup>.

Les dirigeants et hauts fonctionnaires sous-estiment les effets des doctrines et idéologies radicales parce qu'elles sont issues de cercles ultra-minoritaires. Mais ils oublient que ces théories peuvent obtenir une audience beaucoup plus large dès lors qu'elles apparaissent sous une forme diffuse et « vulgarisée ». Rare sont les doctrinaires qui adhèrent à tous les éléments théoriques de la culture de l'excuse décrite ci-dessous. Mais nombreux sont ceux qui sont influencés par ses émanations.

<sup>4</sup> « Italy : the crooks in control » *New York Review of Books*, 17/04/2008.

**L'analyse théorique des doctrines ou politiques est trop souvent négligée en France par des dirigeants politiques et hauts fonctionnaires se voulant d'abord pragmatiques - ce en quoi ils ont tort.**

## 1 - Ce qu'est la culture de l'excuse

Nous exposerons ici d'abord les grands postulats de la « culture de l'excuse » et présenterons sa doctrine ; nous verrons ensuite comment et par qui se répand cette culture qu'enfin, nous critiquerons - sans esprit agressif - mais en montrant simplement que d'usage, les affirmations de cette « culture » contredisent d'indéniables faits et de palpables réalités.

### Culture de l'excuse et sociologie critique

« Culture de l'excuse » est l'appellation (un tantinet ironique...) d'une doctrine créée et défendue par un courant révolutionnaire au sein des sciences humaines, se disant « sociologie critique »<sup>5</sup>.

Soulignons d'emblée que si ce courant côtoie l'extrême gauche, il ne s'inscrit cependant pas dans la ligne marxiste classique, celle de Karl Marx lui-même. En effet, les « sociologues critiques » défendent farouchement les marginaux et autres « jeunes des cités », malfaiteurs y compris, selon deux intensités :

- Les « modérés » considèrent les marginaux, voyous et trafiquants des zones hors contrôle comme un fort hugolien objet de compassion et d'amour,
- Les plus extrêmes font des bandits des banlieues, sans-papiers, sans-logis, etc., le nouveau « sujet révolutionnaire » d'une situation néo-coloniale<sup>6</sup>.

Or Marx, de son côté, n'a pas de mots assez violents pour fustiger ce *Lumpenproletariat* (« prolétariat en haillons ») qu'il qualifie froidement de « racaille » et d'« engeance ».

D'abord, un extrait caractéristique de la doctrine sociologico-critique :

« Les travaux issus de la tradition sociologique de Bourdieu établissent le fait que la domination sociale s'exerce de manière impitoyable sur les habitants des quartiers populaires. Ainsi, les jeunes des cités sont à la fois des enfants d'ouvriers et d'immigrés dont le destin social est de subir la crise et les disqualifications de toutes sortes : ces jeunes souffrent du racisme, de discriminations et se retrouvent les premiers mis à l'écart du monde du travail »<sup>7</sup>.

Maintenant, Marx et Engels :

**Soulignons d'emblée que si ce courant côtoie l'extrême gauche, il ne s'inscrit cependant pas dans la ligne marxiste classique, celle de Karl Marx lui-même.**

5 Notons que l'expression « Culture de l'excuse » n'est peut-être même pas une invention de « droite ». Dès 2006 en effet, Guy Fargette, issu du courant situationniste, publie dans « Le Crépuscule du XXe siècle » (N°17, publié en mars 2007) un long texte intitulé « Violences et banlieues françaises », où on lit ceci : « La 'culture de l'excuse' qui domine dans les médias et dont les stalino-gauchistes sont les porte-parole les plus zélés (cette 'culture' tend à devenir chez eux un sacerdoce tant elle paraît irréaliste)... ». Voir en annexe, à la fin de cette étude, une citation plus longue de Fargette sur le même thème.

6 Par exemple, dans « L'insurrection qui vient », du « Comité Invisible », La Fabrique ed., 2007

7 « Jeunes des banlieues et émeutes urbaines », Regard sur les jeunes de France, chapitre 6 - INJEP, Presses de l'Université Laval, Québec, 2009.

« Le *Lumpenproletariat* - cette lie d'individus déchus de toutes les classes qui a son quartier général dans les grandes villes - est, de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est parfaitement vénale et tout à fait importune. Lorsque les ouvriers français portèrent sur les maisons, pendant les révolutions, l'inscription « mort aux voleurs », et qu'ils en fusillèrent même certains, ce n'était certes pas par enthousiasme pour la propriété, mais bien avec la conscience qu'il fallait avant tout se débarrasser de cette engeance. Tout chef ouvrier qui emploie cette racaille comme garde ou s'appuie sur elle, démontre par là qu'il n'est qu'un traître » [KM, FE, « *La social-démocratie allemande* »].

Dans « *Les luttes de classes en France* », Marx ajoute que le *Lumpenproletariat*

« Constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, rôdeurs, gens sans aveu et sans feu... »

### Le « néo-lumpenproletariat », sujet révolutionnaire ?

Une illusion, plutôt. Voici ce que dit à ce propos l'écrivain et philosophe Jean-Claude Michéa<sup>8</sup>:

« s'il s'agit, en revanche, de l'intégration au système capitaliste, il est évident que la Caillera est infiniment mieux intégrée à celui-ci (elle a parfaitement assimilé les éloges que le Spectacle en propose quotidiennement) que ne le sont les populations indigènes et immigrées que l'Etat lui a laissées en gérance. En assignant à toute activité humaine un objectif unique (la *thune*) ; un modèle unique (la transaction violente ou *business* ; et un modèle anthropologique unique (être un vrai chacal), la Caillera se contente, en effet, de recycler à l'usage des périphéries, la pratique et l'imaginaire qui en définissent le centre et le sommet. L'ambition de ses membres n'a, certes, jamais été d'être la négation en acte de l'économie régnante. Ils n'aspirent, tout au contraire, qu'à devenir les *golden boys* des bas-fonds. »

Pas très « révolutionnaire », comme tableau...

Dans un autre ton, le journaliste Hugues Serraf écrit dans « Rue 89 » que les 'cailleras' qui bénéficient de la « bienveillance d'une partie de la gauche » sont en réalité « d'extrême droite »<sup>9</sup>:

« Evoluant dans un univers centré sur le profit, la violence, les hiérarchies dominants-dominés et le sexisme, les cailleras n'ont qu'un projet : l'accumulation rapide et continue de biens de consommation coûteux qu'elles perçoivent comme les symboles de la réussite et du pouvoir (grosses cylindrées allemandes, bijoux en or, vêtements de marque...).

<sup>8</sup> « L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes » ed. Climats, 2006.

<sup>9</sup> Hugues Serraf, « En banlieue, les délinquants sont de droite, et de droite dure », rue 89, 31 juillet 2010.

**Le journaliste  
Hugues Serraf écrit  
dans « Rue 89 » que  
les 'cailleras' qui  
bénéficient de  
la « bienveillance d'une  
partie de la gauche »  
sont en réalité  
« d'extrême droite ».**



(...) De fait, rien n'est plus éloigné de leurs attentes qu'une révolution qui remettrait tout en question, l'idée même d'un changement leur étant insupportable au plan économique comme au plan sociétal. »

### Une doctrine dissolvante

À la base de la sociologie critique, deux dissolvants concepts, le *constructivisme social* (ou *relativisme cognitif*). Pour cette école, savoirs, réalités, normes culturelles sont relatifs : nulle vérité objective, nulle validité absolue, nul universel fait scientifique n'existent<sup>10</sup>. Toutes nos connaissances sont en fait biaisées par les oppressants préjugés, croyances et normes culturelles de la classe dominante.

Ce que l'on croit, ce que l'on enseigne - même les sciences, même l'apparente réalité physique, biologique ou chimique - tout ce qui est donné pour naturel et vrai est socialement *construit*. Le premier devoir du « sociologue critique » consiste donc à évacuer l'« objectivité », la « rationalité » des sciences bourgeoises, à déconstruire les *artefacts* qu'elle construit - dans notre cas par exemple, le crime et les criminels.

Outre celle de Pierre Bourdieu, l'influence de Michel Foucault (dernière époque)<sup>11</sup> est aussi majeure dans la « culture de l'excuse » : l'ordre bourgeois dominant, cette société pervertie par son régime économique injuste (propriété privée des moyens de production et d'échange), ourdit une sorte de complot contre les classes populaires<sup>12</sup>, écrasant les opprimés par sa politique sécuritaire et des appareils répressifs spécialisés. Parmi ceux-ci, l'outil législatif pénal, et le continuum justice-pénitentiaire (administration et exécution des peines, enfermement carcéral, etc.).

Dans cette société, la misère sociale constitue un « pousse-au-crime » pour les victimes de l'exclusion et du racisme. L'homme révolté, celui qui ne se résigne pas à subir le système, devient ainsi un « criminel ». Pour lui, le crime n'est au fond qu'une riposte proto-politique à la domination de classe - mais une réaction inconsciente : des intellectuels doivent donc éclairer ces nouveaux « damnés de la terre » et donner une « expression consciente à des phénomènes encore inconscients » : les « sociologues critiques », bien sûr.

**Dans cette société, la misère sociale constitue un « pousse-au-crime » pour les victimes de l'exclusion et du racisme. L'homme révolté, celui qui ne se résigne pas à subir le système, devient ainsi un « criminel ».**

10 « Why should you believe it ? » *New York Review of Books*, 24/09/2009.

11 Michel Foucault s'inscrit dans une tradition intellectuelle (Breton, Genêt, Debord...) fascinée par les marginaux et les criminels. Sur sa phase activiste voir « Surveiller et punir - naissance de la prison », Gallimard, 1975. Foucault est aussi un fondateur du GIP (Groupe Information Prisons), issu de la Gauche prolétarienne (1971), pour qui la criminalité est un acte politique, seul à la portée du prolétariat qui ne peut se révolter autrement. Extrait de la prose du GIP : « Sont intolérables : les tribunaux, les flics, les hôpitaux, les asiles, l'école, le service militaire, la télé, l'Etat et d'abord, les prisons. » Dans cette orientation, voir aussi « De la prison à la révolte », Serge Livrozet, (dernière édition, « L'Esprit Frappeur », 1999).

12 Voir par exemple dans *Le Monde* du 28/09/2008 « Naissance d'un Ghetto », à propos de la Seine Saint-Denis : « Comment les pouvoirs publics ont fabriqué [nous soulignons] un territoire de relégation ».

## 2 - Comment se répand la culture de l'excuse

Bien sûr, ce n'est pas sous la forme doctrinale et radicale des sociologues critiques ou des philosophes d'extrême gauche que cette culture de l'excuse se diffuse. L'arsenal théorique et conceptuel est trop extrême pour convaincre en tant que tel. Mais il imprègne les esprits sous une forme atténuée, hugolienne, dans laquelle les voyous, victimes à un moment ou à un autre de la société, sont objet de compassion plutôt que de condamnation.

**Simple, exaltante et généreuse d'apparence, la soixante-huitarde « culture de l'excuse » a vite tourné au Credo pour une très large partie de la médiasphère et pour la classe politique.**

Simple, exaltante et généreuse d'apparence, la soixante-huitarde « culture de l'excuse » a vite tourné au Credo pour une très large partie de la médiasphère et pour la classe politique, où une partie de la gauche, du centre et même de l'UMP s'en inspire, *consciemment ou pas*. C'est ce phénomène contagieux que nous exposons ci-après.

### Mimétisme médiatique et culture de l'excuse

L'adhésion de nombre des grands médias nationaux à la culture de l'excuse se révèle par plusieurs biais :

- On voile la réalité en édulcorant à dessein tout terme fort : *délinquance* toujours et jamais ou presque *crime*<sup>13</sup> ; *agressions violentes* devenant *incivilités, bêtises, faux-pas* ou *inconduites*, émeutes requalifiées en *incidents*, etc.
- On oublie les faits contredisant le *Credo* : nous verrons plus bas, chiffres à l'appui, que, dans des pays très affectés par l'actuelle crise (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Espagne), la criminalité enregistrée diminue, voire *s'effondre* au lieu d'exploser, ce qui contredit clairement la « culture de l'excuse » (pour qui la misère sociale génère le crime). Or début novembre 2010, alors que cette situation persiste depuis *deux ans*, nul article important, nulle étude ni enquête, n'a été publié sur ce fait majeur *et d'ampleur planétaire* par la grande presse « d'information ». On songe ici au fameux cri de Royer-Collard : « Rien n'est plus méprisable qu'un fait »<sup>14</sup>.
- On présente fréquemment les criminels (émeutiers, assassins, auteurs de lynchages ou de vols à main armée, trafiquants de stupéfiants, même récidivistes, etc.) en victimes. Quelques exemples :
  - « Des petits caïds, fiers de leur pouvoir ? En rien. Ce sont des jeunes à la dérive, entre échec et impasse, à deux doigts de s'en sortir ou de couler. Tous demandeurs d'emploi, tous français »<sup>15</sup>.
  - « Enfant déscolarisé... Jeune délinquant... Vie sans espoir... Tombé

13 L'essentiel de ce que les médias nomment « délits » ou « délinquance » relève en fait du crime organisé, tel que défini par la *Convention des Nations-Unies contre le crime organisé transnational*, (Palerme, 15/11/2000), convention désormais en vigueur à l'échelle mondiale ; la définition s'imposant donc aujourd'hui à tout Etat, France comprise : « L'association de 3 personnes ou plus, pour une durée indéterminée, dans le but d'agir de concert pour commettre des actes criminels ou délictueux graves afin d'en tirer, directement ou indirectement, un bénéfice financier ou matériel ». Une bande permanente, vouée par exemple au trafic de cannabis, relève donc bien du crime organisé selon une définition devenue universelle - et non de la « délinquance ».

14 Pierre-Paul Royer-Collard, 1763-1845, philosophe et publiciste libéral, chef du courant dit des « doctrinaires ».  
15 « Les meurtriers d'Epinau, plus paumés que caïds », *Libération*, 22/11/2007.



sous les balles d'un policier... Courte existence... Mort violente...  
Traumatisé par la séparation de ses parents... Perturbé par la dérive de  
son frère toxicomane... L'adolescent décroche... »

Héros et dernière incarnation en date de ce mélodrame, Karim Boudouda, criminel abattu en juillet 2010 lors du braquage d'un casino, alors qu'il tirait sur la police à balles réelles, avec une arme de guerre. Un individu déjà deux fois condamné par une Cour d'assises, à vingt ans de prison au total. Enfin, façon « Deux Orphelines », le titre de l'article : « La jeunesse perdue de Karim Boudouda, enfant déscolarisé devenu caïd des cités »<sup>16</sup>.

- On rappelle sans cesse le *Credo* selon lequel la pauvreté, la crise, expliquent - donc implicitement excusent - le crime : « À cause de la pauvreté, des problèmes d'éducation, les quartiers subissent un niveau de violence plus élevé qu'ailleurs »<sup>17</sup>. Ou bien : « Pour de nombreux observateurs, la dégradation économique et sociale est l'une des explications, subtile et difficile à mesurer, de la hausse actuelle de la délinquance... La crise pousse une partie de la population, et surtout une partie de sa jeunesse, à assouvir ses désirs de consommation, ou simplement à assurer sa survie financière, par des moyens illégaux »<sup>18</sup>. Encore, sur le quartier de la Grande-Borne, à Grigny, où se constate la « mainmise de bandes soucieuses de protéger leurs activités délinquantes ». Pourquoi cette « activité délinquante » ? « Un taux de chômage très élevé. Un grand nombre de jeunes sans qualification. Des revenus inférieurs de moitié à la moyenne régionale... »<sup>19</sup>.

### Gauche utopiste, gauche réaliste<sup>20</sup>

Gagnée à la « culture de l'excuse », (sauf peut-être *Lutte Ouvrière*) l'extrême-gauche n'échappe pas totalement à la confusion ; tandis que de grisonnants travailleurs sociaux, jadis maoïstes, déplorent inlassablement la perte d'une « richesse sociale et multiculturelle » et du « mieux vivre ensemble », exaltant les « jeux éducatifs... activités de découverte-nature... Ateliers artistiques... Sorties vacances... » - touchants rêveurs perdus parmi des narco-trafiquants armés de pistolets-mitrailleurs<sup>21</sup>.

La confusion continue du côté du Parti socialiste, où toutes les positions cohabitent, de l'irénisme éthéré au froid réalisme.

Ainsi, des socialistes éminents admettent la réalité des violences urbaines ; Manuel Valls (député-maire socialiste d'Evry) déclare « Les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'augmentation des violences sur les personnes, les agressions contre les pompiers, contre les professeurs, démontrent que l'insécurité

**La confusion continue  
du côté du Parti  
socialiste, où toutes  
les positions cohabitent,  
de l'irénisme éthéré  
au froid réalisme.**

16 *Le Monde*, 25/07/2010.

17 « Livres - Une part du Ghetto », *Les Inrockuptibles*, 03/03/2010 ; interview du journaliste Luc Bronner à propos de son livre « La loi du Ghetto », Calmann-Lévy, 2010.

18 « Les petits voleurs de la crise », *L'Express*, 18/09/2009.

19 « À Grigny, la Grande Borne concentre les maux et les maigres espoirs des cités », *Le Monde*, 19/03/2008.

20 Comme approche experte de la « gauche réaliste » en matière de sécurité, voir « Face à l'insécurité : refaire la cité » du magistrat Didier Peyrat, Buchet-Chastel, 2007.

21 Sur cette tendance « Mao-gaga », lire la page « Rebonds » de *Libération* du 20/07/2010.

est une réalité »<sup>22</sup>. Sur les trafics de stupéfiants à La Villeneuve, le maire de Grenoble, Michel Destot, parle « de jeunes caïds âgés de 15 à 25 ans... Le produit de leurs ventes leur permet de s'armer lourdement ; désormais, on trouve des kalachnikov à 200 ou 300 euros... Depuis deux ou trois ans, les maires des grandes villes constatent une nette augmentation des agressions physiques, liées au développement des économies souterraines... La chasse aux *dealers* ne peut se faire sans moyens policiers »<sup>23</sup>.

Dans *Le Figaro*<sup>24</sup>, Delphine Batho (proche de Ségolène Royal) déclare qu'« on ne peut nier l'existence d'un vrai problème de sécurité dans les banlieues et pas seulement pour des causes sociales », tandis que le maire de Lyon, Gérard Collomb, affirme que « le droit à la tranquillité est la première des libertés, c'est celle qu'il faut que le PS porte en premier ». Francis Pupponi, député-maire de Sarcelles, étant encore plus direct : « Ce qui est en train d'exploser, ce sont les agressions, les vols à main armée et le trafic de drogue... Il y a une vraie recrudescence des violences... Quant aux dealers de quartier, ils ne se cachent plus. Ils se rassemblent en bas des immeubles. Leurs trafics sont très visibles »<sup>25</sup>.

Mais là ne se trouve probablement pas (encore ?) la sensibilité profonde du PS, dont la base se reconnaît sans doute mieux, par exemple, dans les propos rose-bonbon d'Arnaud Montebourg. Celui-ci publie dans *Le Monde*<sup>26</sup> une longue tribune libre (un tiers de page du journal) où le mot *crime* ne figure tout simplement pas, les criminels s'effaçant derrière de gentils délinquants, que d'aimables policiers de proximité, appuyés par une population compréhensive, désarmeront sans doute d'une réprimande un peu ferme. Ou encore, dans la vision de Me Jean-Pierre Mignard (du Conseil national du PS), qui dénonce la « logique de guerre mentale » de la police en banlieue et qui estime que l'engrenage de la délinquance, c'est « Un mal-être qui entraîne un mal-faire », et qu'on peut être « délinquant par crainte d'être victime »<sup>27</sup>.

Ayant désormais cerné la « sociologie critique » et la « culture de l'excuse » ; compris qui la répand et la prône dans l'infosphère<sup>28</sup>, abordons notre critique des rapports entre cette doctrine et le réel.

**Une longue tribune libre où le mot crime ne figure tout simplement pas, les criminels s'effaçant derrière de gentils délinquants, que d'aimables policiers de proximité, appuyés par une population compréhensive, désarmeront sans doute d'une réprimande un peu ferme.**

22 Propos repris dans *4 Vérités Hebdo*, 3/09/2010.

23 Interview dans *L'Express* du 21/07/2010.

24 « Le débat sur la sécurité prend de l'ampleur chez les socialistes », 23/03/2009. Dans une interview parue dans le *Nouvel Observateur* du 27/06/2009, Delphine Batho parle encore de « zones de non-droit » et de « phénomène de bandes ».

25 « Face à l'insécurité : ce que disent les maires de banlieue », *Valeurs Actuelles*, 6/05/2010.

26 « Passons avec les Français un pacte de tranquillité publique - Nouvelle méthode et propositions neuves pour lutter contre l'insécurité », *Le Monde*, 3/09/2010. Arnaud Montebourg est député PS et président du Conseil général de Saône et Loire.

27 « La justice a du mal à penser qu'un jeune de banlieue puisse aussi être une victime », *Le Monde*, 27/10/2009.

28 L'infosphère est définie par le sociologue Michel Maffesoli comme l'ensemble de ceux qui, au sommet de la société, ont le pouvoir de parler : politiques, intellectuels, haute fonction publique, principaux journalistes.

### 3 - Culture de l'excuse : une idéologie irréaliste

#### Commençons par le plus simple : bon sens, logique.

**Bon sens** : selon la culture de l'excuse, dans sa forme la plus radicale, de nouveaux « misérables » se révoltent contre une police « fasciste ». Mais voyons les dates auxquelles se produisent les émeutes : quasiment jamais durant les vacances d'été (15 juillet - fin août) ; c'est une première surprise - est-on « misérable » 11 mois sur 12 ? « Fasciste » hors congés payés ?

**Pauvreté logique** : le raisonnement de la culture de l'excuse repose sur un ressort simple et purement symptomatique, la relation de cause à effet : les émeutes éclatent dans les banlieues, où règnent (souvent) la misère et le chômage - c'est donc la misère et le chômage qui provoquent les émeutes. La prison ? *Idem* : les incarcérés sont (de fait) en général des pauvres - *donc* ils sont incarcérés parce que pauvres - une société inhumaine jette « ses » misérables au cachot. Or, on verra plus loin, faits à l'appui, que des analyses plus élaborées, incluant la temporalité et divers facteurs sous-jacents, démentent cette primitive mécanique.

#### a) Misère sociale et criminalité

Venons-en aux liens unissant misère sociale et criminalité (« la misère sociale engendre le crime ») : sont-ils solides, ces liens ? Sont-ils seulement réels ? Pour le vérifier, posons trois questions :

- En France, vole-t-on pour se nourrir ?
- Où sont les vrais pauvres : en ville ou à la campagne ?
- D'invivables ghettos engendrent-ils les émeutes populaires ?

#### Le « syndrome de Jean Valjean »

On connaît le mythe hugolien : affamé, Jean Valjean est condamné au bagne pour avoir volé du pain. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Les vols de famine, de nécessité, augmentent-ils depuis le début de la crise ? Que nous dit sur ce point, à propos de la France, l'enquête mondiale 2010 du *Centre for retail research de la société Checkpoint systems* ?<sup>29</sup> Que lors de l'année écoulée donc en pleine crise, *les vols dans la distribution ont diminué de 4,2%* ! Les produits les plus volés en 2009/2010 ? 1°) Produits cosmétiques, rasage et soins de la peau ; 2°) Whisky, alcool, tabac ; 3°) Produits alimentaires chers ; 4°) Produits para-pharmaceutiques ; 5°) DVD, CRrom, etc. Ainsi, pour le directeur de *Checkpoint Systems* interrogé en 2009 « L'idée que les gens volent pour se nourrir est fautive ».

**On connaît le mythe hugolien : affamé, Jean Valjean est condamné au bagne pour avoir volé du pain. Mais qu'en est-il aujourd'hui ? Les vols de famine, de nécessité, augmentent-ils depuis le début de la crise ?**

Parmi vingt analogues, une confirmation de terrain : en octobre 2009, de jeunes malfaiteurs « Une quinzaine, visages dissimulés. C'était une bande

<sup>29</sup> « Les multiples profils des voleurs à l'étalage », *Le Figaro*, 21/10/2010. Notons aussi qu'en France, en 2009 les vols dans la distribution se sont élevés à 4,7 milliards d'euros (75 euros pour chacun des environ 63 millions de résidents en France) et que les dépenses de sécurité dans ce secteur se sont élevées à 1,3 milliard d'euros pour la même période.

organisée » pillent un hypermarché de Garges-les-Gonesse, gazant au passage vendeurs et clients. Que volent-ils ? Des consoles de jeu : « Ils ont pris pour 7 000 euros de marchandise, en particulier des Playstation ». Pour Mohand H, délégué CGT du magasin « Les jeunes étaient déjà venus lundi et avaient embarqué trois consoles. Ils ont vu que c'était facile et sont revenus en force »<sup>30</sup>.

Et les vols dans les pharmacies ? Surtout des crèmes pour le visage et le corps, et autres « produits de devant de comptoir » ! Chaque année, les officines perdent ainsi plus de 420 millions d'euros (environ 1 % du chiffre d'affaires de la profession ± 19 000 euros par pharmacie)<sup>31</sup>.

Résumons : consoles de jeu, Whisky, crèmes de beauté... Nous voilà loin de Jean Valjean.

### Où sont les vrais pauvres ? Misère suburbaine, misère rurale

Première idée-force de la « culture de l'excuse » : misère = crime. Prolongeons le raisonnement : plus il y a de pauvres, plus la criminalité est forte. Ou encore : plus les gens sont pauvres, plus ils sont susceptibles de s'adonner à des activités criminelles. Cherchons donc où sont les vrais pauvres, les plus pauvres en France - et si c'est là que se constatent les pics de criminalité, la « culture de l'excuse » sera confortée. Sinon...

Septembre 2009 : révélation de l'Inspection générale des Affaires sociales et du Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux - deux institutions qui ne sont pas exactement des fiefs réactionnaires. Dans leur rapport commun « Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural », ils font une découverte : la vraie misère se trouve dans l'espace rural<sup>32</sup> ; ces fonctionnaires plutôt réservés usant même à son propos du terme inquiétant de « territoires de relégation ».

### Qu'expose ce rapport ?

- Que « Le taux de pauvreté rurale est supérieur à celui des zones urbaines », avec « surreprésentation des ménages et des couples jeunes, pauvres, avec enfants »,
- Qu'on y trouve une « Surreprésentation des ouvriers (32 %) et des employés (27 %),
- Que la « pauvreté monétaire moyenne (13,7 %) y est supérieure à celle des espaces urbains (11,3 %) » - dans un tiers des départements ruraux de métropole, ce taux de pauvreté atteint même les 19 % !
- Que dans les revenus des ménages ruraux pauvres, les prestations sociales

30 Toutes les citations de ce paragraphe : « Garges-les-Gonesse : le rayon Hi-fi pillé par des jeunes ». *Le Parisien*, 29/10/2009.

31 « Les vols en pharmacie ne cessent d'augmenter », *Le Figaro*, 31/03/2008.

32 60 % du territoire métropolitain, 18 % de la population, 11 millions d'habitants. Voir aussi sur ce sujet « Niveaux de vie et pauvreté en France : les départements du Nord et du Sud sont les plus touchés par la pauvreté et les inégalités », *INSEE-Première*, octobre 2007, étude du niveau de vie médian des 96 départements de France métropolitaine, avec taux de pauvreté par département.

**Cherchons donc où sont les vrais pauvres, les plus pauvres en France - et si c'est là que se constatent les pics de criminalité, la « culture de l'excuse » sera confortée. Sinon...**

représentent une « part moins importante que pour les ménages pauvres urbains... en dépit d'une pauvreté plus fréquente, sinon plus profonde, la part des prestations sociales dans leurs revenus est moins élevée »,

- Que l'état des logements ruraux est honteux : « Les deux tiers de l'habitat indigne sur lequel opère une mission spécifique du ministère du logement se trouve en milieu rural »,
- Q'il en va de même pour la santé dans l'espace rural, où « La prévention est difficile et les services de soins souvent insuffisants ».

Cet accablant constat sur la misère rurale révèle enfin une comparaison (datant de 2004) entre le taux de pauvreté monétaire en Seine Saint-Denis (18 %) et celui de la Creuse (19,5 %) !

Second rapport, celui (2009-2010) de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, intitulé « Bilan de dix ans d'observation de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'heure de la crise ». On y lit que la présente crise a « une ampleur inédite en France... et que la récession actuelle en Europe est la plus forte et la plus longue depuis 1945 ».

Résumons : une crise majeure ; une misère, une exclusion graves - pires que dans l'espace urbain. Selon la « sociologie critique », pour qui misère et précarité génèrent automatiquement le crime, l'espace rural devrait donc être ravagé par un ouragan criminel.

Or c'est tout le contraire.

Comparons à partir du volume « Criminalité et délinquance enregistrées en 2009 », de l'Observatoire national de la délinquance.

### **Crime et misère urbaine**

| Infractions constatées   | Bouches-du-Rhône | Essonne | Rhône | Seine Saint-Denis | Val-de-Marne |
|--|------------------|---------|-------|-------------------|--------------|
| Atteintes volontaires à l'intégrité physique   | 13,4             | 9,5     | 9,6   | 19,2              | 10,4         |
| Violences physiques crapuleuses  | 5,5              | 2,9     | 2,1   | 8,3               | 3,6          |
| Cambriolages d'habitations principales   | 6,3              | 3,6     | 3,5   | 4                 | 3,5          |
| Vols d'automobiles   | 4,8              | 2,9     | 2,7   | 3,5               | 2,4          |
| Destructions et dégradations   | 7,6              | 8,8     | 9,2   | 14,5              | 9,4          |
| Vols   | 53,5             | 29,9    | 35,2  | 48,5              | 36,4         |
| Atteintes aux biens  | 61,1             | 38,6    | 44,5  | 63                | 45,8         |
| Escroqueries & infractions économiques & financières   | 8,1              | 3,9     | 7,4   | 6,2               | 4,7          |
| <i>Départements urbains et suburbains à fort taux de pauvreté et de précarité. Sélections d'infractions théoriquement liées à la misère sociale.</i> |                  |         |       |                   |              |

‰ = taux pour 1 000 habitants

**Selon la « sociologie critique », pour qui misère et précarité génèrent automatiquement le crime, l'espace rural devrait donc être ravagé par un ouragan criminel.**



### Crime et misère rurale

| Infractions constatées                               | Ardennes | Ariège | Cantal | Creuse | Lozère |
|--|----------|--------|--------|--------|--------|
| Atteintes volontaires à l'intégrité physique         | 5,5      | 4,2    | 2,2    | 2,3    | 3,3    |
| Violences physiques crapuleuses                      | 0,4      | 0,2    | 0,2    | 0,1    | 0,1    |
| Cambriolages d'habitations principales               | 1,4      | 1,2    | 0,3    | 0,4    | 0,5    |
| Vols d'automobiles                                   | 1,2      | 1,3    | 0,4    | 0,5    | 0,5    |
| Destructions et dégradations                         | 6,2      | 3,1    | 2,5    | 1,4    | 2,1    |
| Vols   | 15,7     | 18,1   | 10,3   | 7,6    | 12,7   |
| Atteintes aux biens                                  | 21,9     | 21,2   | 12,8   | 8,9    | 14,8   |
| Escroqueries & infractions économiques & financières | 4,3      | 3,9    | 3      | 2,6    | 3,8    |

*Départements ruraux à fort taux de pauvreté et de précarité.  
Sélections d'infractions théoriquement liées à la misère sociale.*

‰ = taux pour 1 000 habitants

Source des deux tableaux : ONDRP, « Criminalité et délinquance enregistrées en 2009 ».

*Violences physiques crapuleuses* : Seine Saint-Denis, 8,3 pour 1 000 habitants ; Creuse, 0,1/1000.

*Vols* : Seine Saint-Denis, 48,5/1000 ; Creuse, 7,6/1000.

Et ainsi de suite.

La misère rurale est digne et honnête - plus un département rural est pauvre (Creuse, Cantal), plus il est paisible !

Et contrairement à une idée reçue, la démographie n'est d'aucun secours pour expliquer ce phénomène. Comme l'explique le géographe Christophe Guilluy :

« On néglige souvent la question de la pauvreté rurale en considérant qu'elle est une conséquence du grand nombre de retraités précaires, notamment des anciens agriculteurs. La pauvreté concerne en réalité des ménages ouvriers et employés, des chômeurs et souvent des populations jeunes ». (...) Les jeunes adultes sont en effet plus nombreux dans la population pauvre rurale que dans la population pauvre urbaine. En milieu rural, ils constituent 45,1 % de la population pauvre contre 33,8 % de l'ensemble de la population.<sup>33</sup>»

Sur ces indéniables réalités, pas de réaction des tenants de la « sociologie critique », qui savent forcément tout ce que nous exposons ici, mais qui gardent à ce propos le silence : *pourquoi* cette exubérance criminelle dans certains départements urbanisés, moins précarisés que des ruraux ?

<sup>33</sup> Christophe Guilluy, *Fractures françaises : pour une nouvelle géographie sociale*, Bourin éditeur, 2010, p. 116.

**La misère rurale est digne et honnête - plus un département rural est pauvre (Creuse, Cantal), plus il est paisible ! Et contrairement à une idée reçue, la démographie n'est d'aucun secours pour expliquer ce phénomène.**



*Pourquoi* la pauvreté sans crime, sans policiers abattus, sans véhicules incendiés, sans bandes armées, sans braquages ni pillages, de l'espace rural ?

### **Ghettos, émeutes et « politique de la Ville »<sup>34</sup>**

Ainsi, l'espace périurbain n'est pas forcément le plus pauvre, si on le compare à l'espace rural profond évoqué ci-dessus, bien que l'activité criminelle à la campagne soit d'ordinaire minimale, voire négligeable.

Mais voici une seconde ligne de défense de la « culture de l'excuse ». Si criminalité il y a dans les « quartiers populaires » (qualificatif politiquement correct des zones hors-contrôle) c'est qu'il s'agit en fait de ghettos, délibérément abandonnés par le pouvoir. Des territoires insalubres et délabrés, privés de services sociaux et d'écoles, où croupissent des chômeurs à l'abandon. Dans ces conditions, comment ne pas céder à la « débrouille » ? Comment ne pas se révolter, casser, brûler, devant cette désespérante absence de perspectives ?

Répondre sérieusement à ces questions, suppose d'aborder deux points fondamentaux :

- a) Les « Zones urbaines sensibles » (ZUS, autre métaphore édulcorante) sont-elles plus frappées que le reste des cités et quartiers par les violences urbaines, émeutes, etc. ?
- b) Ces ZUS constituent-elles d'ailleurs d'inhabitables ghettos (conditions de vie, stigmatisation, discriminations, sentiments d'abandon, etc.), délaissés par la France officielle ?

### **ZUS, émeutes, violences urbaines**

Notons d'abord que, selon le Centre d'analyse stratégique, ces émeutes :

« Sont sans équivalent en Europe : aucun autre pays, même la Grande-Bretagne, n'a connu des événements d'une même durée et touchant autant de communes. Les émeutes de Los Angeles en 1992, les plus longues depuis les premières émeutes contemporaines, n'ont duré que six jours ».

Etonnant : la France serait-elle seule en Europe à compter sur son territoire des « misérables » en révolte ?<sup>35</sup>

**Ces ZUS constituent-elles d'ailleurs d'inhabitables ghettos (conditions de vie, stigmatisation, discriminations, sentiments d'abandon, etc.), délaissés par la France officielle ?**

34 Les citations ci-après proviennent de documents du Centre d'analyse stratégique : « Enquêtes sur les violences urbaines, comprendre les émeutes de novembre 2005, exemples de Saint-Denis et d'Aulnay-sous-Bois », *Rapports et Documents*, N°4, 2006 ; « Les violences urbaines, une exception française ? Enseignements d'une comparaison internationale », *Note de Veille - Analyse*, N°31, oct. 2006 ; « Les 'violences urbaines' de l'automne 2005 - événements, acteurs, dynamiques et interactions », *Essai de synthèse*, février 2007. Rappelons que les émeutes de l'automne 2005, ce sont « des centaines de communes touchées et se contaminant les unes les autres, entre le 27 octobre et le 17 novembre, soit trois semaines sans interruption ».

35 À l'été 2010, le sociologue Hugues Lagrange doute lui aussi de la responsabilité de la « misère sociale » pour expliquer la sur-délinquance (taux trois à quatre fois supérieurs à ceux de la population autochtone) des jeunes d'origine africaine. H Lagrange, lui, invoque des facteurs culturels liés à l'inadaptation des valeurs (domination masculine) et du mode de vie (polygamie) de certaines familles par rapport aux normes de la société environnante. « Le déni des cultures », *Le Seuil*, 2010.

Des « damnés de la terre » qui, en tout cas semblent peu sensibles aux bienfaits de la « politique de la ville ». S'agissant des émeutes :

« Les communes relevant de la politique de la ville y semblent plus sensibles, concentrant l'essentiel des faits [violences, incendies volontaires, etc.] pendant les premiers temps de la crise... En Rhône-Alpes, les violences se sont déclenchées dans les communes relevant de la politique de la ville autour de Lyon, se sont étendues à d'autres communes comparables autour de Saint-Etienne, Grenoble et Valence et n'ont pratiquement pas touché les autres agglomérations... En Ile-de-France, et en particulier dans la petite couronne, on observe que les communes relevant de la politique de la ville ont été le théâtre de la plupart des incendies de véhicules de la phase initiale... ».

Mais ces émeutes sont-elles explicables par des carences sociales ?

« Les conditions de vie [et] garanties apportées par les politiques de redistribution... ne suffisent pas à expliquer le déclenchement, la fréquence ou l'ampleur de ces phénomènes... Il ne semble pas possible d'établir une relation de cause à effet entre le niveau de dépenses sociales ou le taux de chômage et la répétition des phénomènes émeutiers... »

Sur l'hypothétique liaison entre chômage et émeutes, les chercheurs ne constatent (prudemment) que des « liens ténus entre les différentes variables à expliquer et les facteurs explicatifs ».

### Des quartiers abandonnés ?

Observons la Villeneuve, à Grenoble, quartier autour duquel les règlements de compte entre bandits ont provoqué 20 homicides de 2008 à 2010. Est-il délaissé ? « Socialement, pas du tout, répond le maire (socialiste) de Grenoble. Villeneuve est un quartier récent, bien équipé en structures publiques, crèches, écoles, collèges et centres sociaux. Les programmes de réhabilitation sont constants »<sup>36</sup>. Même appréciation du *Parisien* (25/07/2010) : « Rien n'y manque... Commerces, équipements sociaux et sportifs... marché quotidien », ou encore du *Monde* (25/07/2010), pour qui ce quartier est : « L'un des mieux dotés de la ville en matière d'aides à l'insertion... centres sociaux... guichet d'aide aux démarches administratives, etc. ». La Villeneuve, (15 000 habitants environ<sup>37</sup>), ce sont 167 hectares, dont 66 d'espaces verts, 2 piscines, 4 gymnases, 1 patinoire, 8 « équipements culturels », 3 collèges, 6 écoles primaires, 5 établissements de formation professionnelle supérieure.

Considérons cette vaste liste d'équipements divers : quelle agglomération rurale de taille comparable, dans la Creuse ou dans le Cantal, bénéficie d'un tel luxe de centres, bureaux, guichets, installations - seulement même de la moitié ? Aucune. Cependant on ne constate dans ces villes rurales pauvres qu'une délinquance faible - et une criminalité moindre encore.

<sup>36</sup> Interview dans « *L'Express* », 21/07/2010.

<sup>37</sup> Ou bien 12 000, ou encore 17 600, selon les sources, un flou tout de même préoccupant.

**Observons la Villeneuve,  
à Grenoble, quartier  
autour duquel  
les règlements  
de compte entre  
bandits ont provoqué  
20 homicides de 2008 à  
2010. Est-il délaissé ?**

Et le cas de La Villeneuve est loin d'être isolé - même un sociologue radical comme Loïc Wacquant<sup>38</sup> le reconnaît, à propos de la cité des Quatre-Mille à la Courneuve (93) - l'excuse de l'abandon ne tient pas :

« La liste des équipements culturels situés à l'intérieur des Quatre-mille n'est pas moins fournie. Parmi eux, on compte le Centre culturel Houdremont (inauguré en 1977) qui abrite le Conservatoire régional ainsi que des ateliers de musique et de danse populaire ; le Centre d'arts dramatiques et son école de théâtre, avec un auditorium de 800 places ; une Maison des jeunes et une bibliothèque publique ; un club pour jeunes proposant des activités sportives, artisanales et culturelles, ainsi que des programmes éducatifs ; un atelier informatique subventionné par l'Etat... Et une association de prévention de la délinquance animée par la municipalité. Plusieurs centres de loisirs tiennent quelque 2 000 élèves occupés le mercredi, lorsque les écoles sont fermées, ainsi que le soir après la classe et pendant les vacances scolaires. »

Une fois encore, où est l'abandon ? Où est le « ghetto » ?

Le géographe Christophe Guilluy, dans un ouvrage consacré aux « fractures françaises », enfonce le clou en montrant que les banlieues « bénéficient le plus souvent d'une densité d'équipements publics supérieure à celle des territoires périurbains et ruraux »<sup>39</sup> :

« C'est dans cette optique que le sociologue Dominique Lorrain a réalisé une étude comparative sur les investissements publics entre le quartier des Hautes-Noues à Villiers-sur-Marne et un quartier de la périphérie de Verdun. Dans les deux cas, les populations concernées sont modestes et/ou précaires et les taux de chômage sont élevés. La cité des Hautes-Noues est classée « sensible », tandis que le quartier de la périphérie de Verdun n'a jamais fait parler de lui. Première surprise, le revenu moyen par habitant du quartier sensible de Villiers-sur-Marne est de 20 % supérieur à celui de Verdun. L'auteur précise par ailleurs que les équipements culturels, les services publics et les facilités de transports sont moins fournis à Verdun : il faut compter trois heures pour rejoindre la métropole nancéenne contre vingt minutes pour rallier Paris depuis le quartier des Hautes-Noues. Enfin, et pour faire litière de l'idée d'un abandon des quartiers sensibles, le chercheur calcule le total des investissements publics par habitant. Le programme de réhabilitation dont bénéficie le quartier des Hautes-Noues prévoit une dotation de 12 450 euros par habitant tandis que le contrat de ville mis en place dans les quartiers de Verdun n'alloue que 11,80 euros par habitant. Les investissements publics étaient donc mille fois plus élevés dans le quartier sensible que dans les quartiers de Verdun pourtant socialement défavorisés ! Cet exemple, extrême, n'est certainement pas représentatif de la situation qui prévaut sur l'ensemble du territoire, mais vise, a minima, à démontrer, qu'à situation sociale égale, les pouvoirs n'ont

**Le géographe  
Christophe Guilluy  
enfonce le clou  
en montrant que  
les banlieues  
« bénéficient le plus  
souvent d'une densité  
d'équipements publics  
supérieure à celle  
des territoires périurbains  
et ruraux ».**

38 Citation extraite de « Parias urbains, ghettos, banlieues, Etat », La Découverte, 2006. Les Quatre-Mille sont un haut lieu du trafic de stupéfiants en Seine Saint-Denis. C'est dans ce quartier que des malfaiteurs ont tiré sur un car de police avec un fusil d'assaut Kalachnikov, en juin 2009.

39 Christophe Guilluy, Fractures françaises : pour une nouvelle géographie sociale, Bourin éditeur, 2010, p. 26.

pas choisi d'abandonner les ghettos. Au contraire, ces territoires jouissent pleinement d'une forme de discrimination positive. »

### Ghettos et violences scolaires

Ajoutons que l'idée du ghetto criminogène semble tout aussi discutable dans le cas spécifique des violences scolaires. C'est ce que déclare<sup>40</sup> le chercheur en sciences de l'éducation Benjamin Moignard, pour qui « la violence dans les zones sensibles est plus importante qu'ailleurs. Pourtant la seule question de l'environnement social n'explique pas les violences » : il se réfère aux enquêtes menées dans des *favelas* du Brésil par l'expert mondialement réputé Eric Debarbieux, qui observe que dans ces bidonvilles, malgré « des conditions de vie très dures, une espérance de vie qui parfois ne dépasse pas 42 ans, on remarque systématiquement que, dans des établissements où les élèves sont parfois 80 par classe... les violences n'existent pas ».

### Ghettos, l'hypothèse « néocoloniale »

La misère... Les ghettos... Reste une dernière ligne de défense de la « culture de l'excuse » : si, en France, émeutes et violences urbaines il y a, c'est en raison de réminiscences post-coloniales qui voudraient que, cinquante ans après la décolonisation, les populations issues de l'immigration africaine soient victimes de stéréotypes racistes hérités de leur ancienne condition d'indigènes, contre lesquels les plus jeunes se révoltent.

Or comparer avec des situations, elles aussi traumatisantes, subies ailleurs en Europe - et même, bien plus récentes que nos guerres coloniales (dont la plus récente s'achève voici 48 ans...) - permet d'avoir des doutes.

Prenons d'abord les cités type HLM des banlieues polonaises - rangées de lugubres barres de 10 à 12 étages et niveau de vie largement inférieur au nôtre (salaires : 1/3 de ceux de la France) ; ajoutons-y l'oppression encore récente d'un régime totalitaire et une quasi-occupation soviétique d'une décennie - or rien ne s'y constate de ce qui caractérise nos « zones sensibles ». Silence la nuit, ni graffiti, dégradations ou détritus dans les espaces communs ; nul « jeune », voyou ou non, traînant dans les entrées ou les couloirs. Plus révélateur encore, le cas de la Bosnie-Herzégovine. On y trouve une population *musulmane*, tout récemment encore bombardée et même martyrisée<sup>41</sup> par de brutales milices national-communistes - et des cités populaires autour de Sarajevo sont aussi calmes et sûres que celles de Pologne !

Misère, ghettos, situation néo-coloniale : à toutes nos questions et objections - explique-t-on la criminalité, ou dédouane-t-on des malfaiteurs ? - nulle réponse de la « sociologie critique », qui continue d'asséner sa doctrine et de disqualifier (sans répondre sur le fond) quiconque ose la réfuter.

**Misère, ghettos, situation néo-coloniale : à toutes nos questions et objections - explique-t-on la criminalité, ou dédouane-t-on des malfaiteurs ? - nulle réponse de la « sociologie critique ».**

40 « Coups et blessures à l'école, les racines de la violence », *Le Nouvel Observateur*, 2 avril 2009.

41 Srebrenica, etc. : au total environ 100 000 morts durant la « Guerre de Bosnie ».

Mais cependant, le doute s'installe chez les plus intellectuellement honnêtes des « sociologues critiques ». La réalité contredit tellement leur idéologie qu'eux-mêmes finissent par vaciller, comme le montre le passage suivant<sup>42</sup> :

« Une émeute urbaine survient le 12 juillet 2000 à Montbéliard, cette petite ville industrielle de l'Est de la France, le pays de l'empire Peugeot. Cette éruption de violence, à laquelle participent les jeunes de la ZUP, arrive dans un contexte de très forte reprise économique dans le bassin d'emploi : les automobiles Peugeot se vendent alors bien, la filière toute entière tourne à plein régime. [Nous soulignons] Pour éclairer le paradoxe apparent, une émeute alors que tous les clignotants passaient au vert, etc. ».

Bien sûr, les auteurs échafaudent un bancal rattrapage : ce phénomène « paradoxal » s'expliquerait par la « violence sociale accumulée au temps du chômage et de l'absolue précarité ». Ce serait une sorte de « poche de grisou » sociale explosant à retardement. Mais le doute est quand même là - et émeute il y a bel et bien eu en période prospère, ce qui contredit formellement le *Credo* de la « sociologie critique ».

## b) Crise mondiale et crime

Lorsque la crise - d'abord financière, puis économique et enfin, sociétale - débuta à l'automne 2008, ce ne fut qu'un cri dans les médias : gare à l'explosion du crime ! Or, c'est l'inverse qui s'est produit. Partout, et d'abord là où la crise était sévère (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, etc.) la criminalité connue a baissé - voire s'est effondrée comme dans nombre de métropoles américaines. Le *Credo* de la « sociologie critique » est ici pris en défaut : démontrons-le.

### Ampleur de la crise mondiale

Montrons d'abord l'ampleur et la profondeur de la crise mondiale :

- En 2009, selon l'Organisation Internationale du Travail, environ 50 millions de salariés ont perdu leur emploi à l'échelle mondiale,
- En 2008, mondialement toujours, quelque 2 000 établissements bancaires ont fait faillite ou ont dû être rachetés,

Aux Etats-Unis maintenant, pays où la crise trouve son origine et où elle frappe le plus fort<sup>43</sup> :

- Selon les critères fédéraux, il y a en 2009 5 millions de **pauvres** en plus dans le pays, soit environ 45 millions ; en 2008, le nombre de pauvres (*poverty rate*) a augmenté de 13,2 % ; en 2009, de 15 %.

**Lorsque la crise - d'abord financière, puis économique et enfin, sociétale - débuta à l'automne 2008, ce ne fut qu'un cri dans les médias : gare à l'explosion du crime ! Or, c'est l'inverse qui s'est produit.**

<sup>42</sup> « Violences urbaines, violences sociales », Stéphane Beaud, Michel Pialoux, Fayard, 2003.

<sup>43</sup> Voir « 13 bankers - the Wall Street takeover and the next financial meltdown », Simon Johnson & James Kwak, Pantheon books, NY, 2010 ; « More than one million American households are likely to lose their homes to foreclosure this year, *Associated Press*, 15/07/2010 ; « Collapse in living standards in America : more poverty by any measure », *Global Research*, 14/07/2010.



- 7 millions d'**emplois** sont perdus entre 2008 et 2009 ; tandis qu'au même moment, l'économie se contracte sévèrement (- 4 %),
- 28 millions d'Américains au total sont privés de l'emploi qu'ils recherchent ou souhaitent : chômeurs inscrits, chômeurs ayant renoncé à s'inscrire, plus travailleurs à temps partiel privés de temps plein. Cela représente 17,5 % de la force de travail du pays (8,7 % début 2008, 14 % fin 2008). S'agissant purement des chômeurs, les Etats-Unis en comptaient 4,9 % fin 2008, 10,2 % fin 2009 et encore 9,5 % en juillet 2010.
- En 2008, 2,3 millions de **biens immobiliers** (maisons, logements) ont reçu un avis de défaut de paiement ou ont été saisis. Fin 2009, la seule ville de Los Angeles compte 40 000 sans-logis - dans certaines métropoles, le nombre de sans-abris bondit de 50 % cette année-là. Au premier semestre 2010, 528 000 maisons sont récupérées par les vendeurs et leurs occupants, expulsés - sans doute plus d'un million en 2010, un chiffre record ( $\pm$  900 000 en 2009)<sup>44</sup>.
- **Aide alimentaire** (programmes locaux d'allocation aux démunis de produits alimentaires de première nécessité, « Food Stamps », « Supplemental nutrition assistance program » : 40,8 millions d'allocataires en juillet 2010 (13 % de la population du pays, record historique sur 50 ans). De mai 2009 à mai 2010, le nombre d'allocataires a bondi de 19 %<sup>45</sup>.

**Ainsi, dans le monde développé, la crise est là, sans doute la pire depuis le début du XXe siècle : chômage massif, expulsions et même grave détresse alimentaire.**

Ainsi, dans le monde développé, la crise est là, sans doute la pire depuis le début du XXe siècle : chômage massif, expulsions et même grave détresse alimentaire. Jamais la misère sociale n'a été pire depuis la décennie 1950, suite aux ravages de la Seconde Guerre mondiale.

Si l'on croit les tenants de la « culture de l'excuse », cette brusque et massive vague de pauvreté devrait provoquer un *tsunami criminel*. Voyons cela.

#### **Crise et crime en Europe<sup>46</sup>**

**Grande-Bretagne<sup>47</sup>** : rappelons que ce pays a été en Europe, l'un des plus durement frappé par la crise. Et cependant :

- Selon le rapport croisé de la police britannique et de l'enquête annuelle de victimation (*British Crime Survey, BCS*) la criminalité/délinquance constatée a baissé de 7 % entre 2008 et 2009<sup>48</sup>.

<sup>44</sup> Avant la crise, ces récupérations affectaient environ 100 000 foyers par an. En 2010, les Etats les plus touchés par ces saisies sont : Arizona, Californie, Colorado, Floride, Georgie, Idaho, Illinois, Michigan, Nevada, Utah.

<sup>45</sup> « Feeding a rising need », *Kansas City Star*, 9/08/2010.

<sup>46</sup> Quelques moyennes des infractions constatées en 2008 dans l'Union européenne (dernières données disponibles), en pourcentage / 1 000 habitants. Espace communautaire : 69,1/1 000 ; Royaume-Uni : 91,4 % ; Allemagne : 74,4 % ; Espagne : 45,8/1 000 ; Portugal : 37,7 %.

<sup>47</sup> Lire notamment : « Cost of freight crime falls during second quarter », *RoadTransport.com*, 2/08/2010 ; « New crime stats are something to be excited about », *Canterbury Gazette-Kent*, 30/07/2010 ; « Crime figures in York - most wards show reduction » *The Press*, York, 6/07/2010 ; « Offenses in Grampian are now at seven-year low - North-East crime tumbles by a quarter » *The Evening Press*, 30/06/2010 ; « Murders at lowest level in 20 years », *The Police Oracle*, 22/01/2010 ; « Murders drop to lowest level for 20 years in England », *The Guardian*, 21/01/2010.

<sup>48</sup> Cambriolages : - 12 %, Vols avec violence : - 21 %, Vols à main armée : - 5 %, Vols de véhicules, - 11 %, Fraudes &



- En 2009, le taux d'homicides (en Angleterre et au Pays de Galles) est au plus bas de ces vingt dernières années, à 1,43 homicide/100 000 habitants<sup>49</sup>.
- De 1997 à 2009, en Angleterre et au Pays de Galles (BCS), la criminalité violente a baissé de 41 %.
- Nord-Est, incluant l'Écosse : la « délinquance générale » a baissé de 11,75 % d'avril 2008 à mars 2009, la criminalité violente, de 10,8 %, le vandalisme de 21,3 %. De 2003 à 2009, la délinquance générale a baissé de 25 % - or par une amusante coïncidence, les effectifs de police ont augmenté de 23 % durant la même période.

Ailleurs en Angleterre : la délinquance générale baisse significativement dans 19 des 22 circonscriptions de police de l'agglomération de York (- 16 % pour toute la ville en 2009 ; cambriolages, - 28,6 %). Dans le Kent, de l'été 2009 à l'été 2010, le crime et la délinquance constatés baissent de 13,2 % (les vols de véhicules, de 25 %).

Chapardages et vols en magasin : le Devon signale une baisse de 9 % de ces infractions (*shoplifting*). À l'échelle du pays, la baisse est de 8 % de décembre 2008 à décembre 2009<sup>50</sup> ; des vols représentant environ 780 millions de Livres (£) en 2008, et 650 millions de £ en 2009.

Au niveau britannique, les vols lors des transports (camions, chemins de fer, fret, etc.) baissent de 11 % en 2009.

Sauf exceptions rarissimes et purement locales, la baisse de la criminalité est ainsi large, et massive.

Autres pays d'Europe durement touchés par la crise, l'Espagne et le Portugal.

**Espagne<sup>51</sup>** : En 2009, les crimes et délits ont baissé en Espagne de 3,7 %, leur niveau le plus bas depuis l'an 2000. Criminalité grave et violente (homicides et tentatives, vols à main armée, etc.), - 1,9 % ; infractions visant les biens - 7,4 % (vols : - 5,1 %). Autre coïncidence : selon le gouvernement (socialiste) espagnol « Cette amélioration des indices, particulièrement forte depuis 2004, est directement liée au renforcement des effectifs de police, qui ont augmenté de 25,4 % depuis 2003 et à l'augmentation du budget de la sécurité publique, qui a atteint en 2010 0,63 du PIB (0,49 en 2004) ».

**Portugal** : selon le bulletin des Français expatriés (*Le Petit Journal*, 12/04/2010) citant le ministère portugais de l'Administration intérieure, les infractions enregistrées y ont baissé de 1,2 % en 2009 (criminalité violente et grave : - 0,6 %).

**Sauf exceptions rarissimes et purement locales, la baisse de la criminalité est ainsi large, et massive.**

contrefaçons : - 9%. En Grande-Bretagne, en 2009, le risque pour un britannique d'être victime d'une infraction est le plus bas depuis 30 ans !

49 Irlande du Nord : 1,59 ; Écosse, 2, 17. Rappel (2009) : États-Unis : 5,6/100 000 ; Espagne : 2, 38% ; France : 1,46 ; Italie : 1,13 ; Allemagne : 0,9.

50 « Shoplifting declines but retailers are given a seasonal warning », Retail Crime Survey, 23/12/2009.

51 Ministerio del Interior, Madrid, 9/03/2010 « La criminalité a baissé de 3,7 % en 2009 et a atteint son niveau le plus bas depuis la dernière décennie ».

Parmi les pays moins directement touchés par la crise, **l'Allemagne**, où la criminalité/délinquance constatée a baissé de 1,2 % en 2009<sup>52</sup>.

Sans doute du fait d'une appréciation tardive des évolutions criminelles, la **France** a vu en 2009 les violences visant les personnes augmenter encore de 2,8 % ; mais les infractions visant les biens (supposées augmenter en vertu du « syndrome de Jean Valjean » prôné par la « culture de l'excuse ») ont baissé, elles, de 1 % (les cambriolages baissent de 2,1 % au 1er semestre 2010).

### Crise et crime aux États-Unis<sup>53</sup>

En 2009, stupéfaction dans tous les grands quotidiens de la côte est des États-Unis - plutôt « de gauche », selon les critères européens : la crise ravage le pays et *pourtant* ! La criminalité baisse, ou même, s'effondre. Comme quoi la culture de l'excuse n'est pas un monopole français... Un étonnant étonnement, notons-le, et un aveuglement prononcé, puisque déjà, la criminalité constatée avait fortement baissé pendant la Grande Dépression des années 30, là où des statistiques existaient alors<sup>54</sup>.

Précisons tout d'abord qu'aux États-Unis les statistiques criminelles fédérales (*Uniform Crime Report*) synthétisent annuellement des données, toutes vérifiables, provenant (en 2009) de 13 239 services de police ou instances de répression ; le « bidonnage » de la synthèse (que ce soit à la baisse ou en hausse) étant de ce fait peu plausible.

**En 2009,  
au niveau national,  
la criminalité a baissé  
pour la 3<sup>e</sup> année  
consécutive.  
- 5,5 % pour les crimes  
violents, - 4,9 % pour  
les atteintes aux biens.**

En 2009, au niveau national, la criminalité a baissé pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. - 5,5 % pour les crimes violents, - 4,9 % pour les atteintes aux biens. Les vols à main armée baissent de 8,1 %, les homicides de 7,2 %, les vols avec violence de 4,2 %, les viols de 3,1 %. Pour les atteintes aux biens, les vols de véhicules baissent de 17,2 % et les vols de 4,2 %.

Washington, New York, Los Angeles, connaissent en 2009 leurs taux d'homicides les plus bas depuis parfois quarante ans. Ce, alors que ces homicides ont (nationalement) augmenté de 1999 à 2006, c'est à dire *pendant* une période de relative prospérité, et *avant* la crise ! Forte baisse des homicides aussi à Boston, et Minneapolis. Et dans les rares villes où l'on compte plus d'homicides en 2009 qu'en 2008 (Baltimore, Dallas), la crise économique n'est ni pire, ni moindre qu'ailleurs.

À **Washington**, il y a eu 143 homicides en 2009 (186 en 2008)

<sup>52</sup> Die Welt - The Local, 20/04/2010.

<sup>53</sup> Voir notamment : « Crime rates fall according to our preliminary stats - 2009 crime in the United States », FBI, 24/05/2010 ; « City's crime rate fell again in 09, stats show », *San Diego Union*, 28/01/2010 ; « Murder rate in UD drops to lowest levels for four decades - despite the recession », *Daily Mail*, 8/01/2010 ; « The lessons of New York's falling murder rate », *The Spectator*, 28/12/2009 ; « Los Angeles crime rates plunge despite weak economy », *Los Angeles Times*, 24/12/2009 ; « Les crimes contre les personnes en chute aux États-Unis », *AFP*, 22/12/2009 ; « Major cities' plummeting crime rates mystifying », *Washington Post*, 20/07/2009 » ; « Gun sales on increase amid fears that recession fuels crime », *Financial Times*, 25/03/2009 ; « The transformation of organized crime », *American Daily*, 22/01/2009.

<sup>54</sup> Selon des études notamment faites par David Kennedy, Director, *Center for Crime Prevention and Control*, *John Jay College of Criminal Justice*, NY.

À **New York**, il y a eu 463 homicides en 2009, -19 %, au plus bas depuis 1964 ; (2 245 homicides en 1990, la pire année des statistiques !)

Dans le comté de **Los Angeles**, les homicides s'effondrent de - 17 % en 2009 et les vols de véhicules, de 20 %. 500 homicides y ont été commis (jusqu'au 23/12/2009), 1 500 en 1992. Crimes violents : - 10 %, atteintes à la propriété : - 8 %. De 2002 à 2009, les crimes violents y ont baissé de 53 %, les atteintes à la propriété de 33 %, la criminalité liée aux gangs de 34 %. En 2009, « aucune augmentation de la criminalité du fait de la crise économique » ; ce, alors que le chômage y a cru de 12,3 %.

À **Chicago** Il y a eu 458 homicides en 2009 (510 en 2008),

À **San-Diego**, la criminalité constatée est au plus bas depuis 1963 (- 18 % sur 2008). Les homicides au plus bas depuis 1972 (- 25,5 % sur 2008) ; atteintes à la propriété (cambriolages) vols, vols de véhicules, etc. : - 20 % sur 2008.

Au premier trimestre 2010, la criminalité violente baisse encore aux Etats-Unis : « *bank crimes* » signalés au FBI (*hold-up*, escroqueries, cambriolages), 1 521 faits constatés en jan-mar 2009, 1160 en jan-mar 2010 (- 31 %).

### **Crise et vols de marchandises**

Encore un effet néfaste du Credo « crise = crime » : en mars 2009, la principale association transnationale de lutte contre la criminalité des transports, TAPA (Transported Assets Protection Association) prédit le pire en matière de vol de marchandises : « TAPA predicts economic downturn will lead to increase in cargo crime » (2/03/2009). Or à la fin de l'année, la TAPA doit révéler qu'au 4e trimestre de l'année 2009, il y a eu 20 % *en moins* de vols de cargaisons qu'en 2008<sup>55</sup> !

Ainsi, il est clair que, quasiment partout où des données statistiques (nationales ou locales) sont relevées sérieusement, la délinquance et la criminalité ont baissé, parfois fortement, depuis le début de la crise initialement financière (automne 2008). Et qu'on ne voit pas quel lien direct, de type cause à effet, pourrait unir des facteurs comme « la crise », ou « la misère » ou « le chômage » d'une part, et la croissance de l'activité criminelle, d'autre part.

Attendons donc les réponses motivées et étayées de la « sociologie critique » sur tout ce qui précède - et affirmons sereinement, en attendant la preuve du contraire, que les formules « crise = crime » (ou chômage = crime, ou misère = crime) sont idéologiques, éloignées du réel.

**Il est clair que, quasiment partout où des données statistiques sont relevées sérieusement, la délinquance et la criminalité ont baissé, parfois fortement, depuis le début de la crise initialement financière.**

55 Statistiques du système IIS (*Incident Information Service*) de TAPA, pour la région EMEA (Europe -Middle East - Africa). Un préjudice d'environ 171 millions d'euros en 2008, et 120 millions d'euros en 2009. Eléments publiés dans la revue de TAPA, *Vigilant*, mars 2010, qui signale notamment de fortes baisses en Grande-Bretagne et en Espagne, pays très affectés par la crise. En 2009, « moins de vols de camions, moins de vols avec violence, etc. Voir sur le même sujet « Palmarès européen des 'tombées de camion' », *Bakchich*, 25/05/2009.

En mars 2002, l'irréalisme de ces formules avec été reconnu par Lionel Jospin, qui avait dû avouer : « Sur la question de l'insécurité, j'ai pêché par naïveté. Je me disais pendant un certain temps que si on fait reculer le chômage, on fera reculer l'insécurité. Or 928.000 personnes ont retrouvé un emploi et cela n'a pas eu d'effet direct sur l'insécurité ».

Nous voici en 2010.

Il est temps que ces formules irréelles cessent de faire des victimes.

#### 4. Une réalité sociologique : les pauvres souffrent du crime

##### Les victimes du crime sont d'abord les catégories défavorisées

La culture de l'excuse, parce qu'elle victimise les délinquants et criminels, empêche de prendre le problème à bras le corps. C'est un paradoxe : car il est établi depuis longtemps que les populations qui souffrent le plus de la criminalité – les vraies victimes – se retrouvent de façon disproportionnée dans les milieux populaires.

**Il est établi depuis longtemps que les populations qui souffrent le plus de la criminalité – les vraies victimes – se retrouvent de façon disproportionnée dans les milieux populaires.**

Le grand républicain que fut Pierre Waldeck-Rousseau le clamait en 1883 :

« Oui, c'est dans les couches populaires qu'on réclame avec plus d'ardeur la transportation des récidivistes, parce que c'est là qu'on souffre le plus de cette plaie sociale. Ce ne sont pas les fils de la bourgeoisie (...) qui en souffrent le plus, ce sont les fils de travailleurs, ceux qui vivent dans un contact forcé avec ces parvenus de la police correctionnelle et du crime, et qui souffrent de la flétrissure que leur inflige ce contact odieux. »<sup>56</sup>

Un sondage récent confirme que les choses n'ont pas changé : les ouvriers sont deux fois plus nombreux que les cadres à se sentir en insécurité dans leur vie quotidienne<sup>57</sup>. Chiffres globalement confirmés par l'INSEE qui établissait en 2006 que les habitants des quartiers modestes exprimaient un sentiment d'insécurité à 35 %, contre 14 % seulement pour les habitants des quartiers aisés<sup>58</sup>.

De fait, les vols et agressions sont « plus fréquents dans les quartiers les plus pauvres », selon la même étude de l'INSEE.

À trop présenter les délinquants comme victimes, on oublie parfois que leurs activités causent de véritables victimes, et parmi les groupes les plus vulnérables.

<sup>56</sup> Waldeck-Rousseau R., *Annales de la Chambre des députés*, séance du 26 avril 1883, JO du 27 avril 1883, p. 120.

<sup>57</sup> IFOP, 23 juillet 2010, sondage publié pour France Soir.

<sup>58</sup> T. Le Jeannic, « Insécurité : perceptions et réalités », *Données Sociales, La Société française, Insee*, édition 2006.

### La criminalité cause la pauvreté

C'est une pièce du dossier encore plus négligée que la précédente : s'il n'est pas établi que la misère cause la criminalité, il est en revanche incontestable que la criminalité crée de la pauvreté en éloignant les entreprises et les emplois.

C'est mécanique : un quartier où les braquages, cambriolages et agressions sont élevés est un quartier dans lequel une entreprise doit payer un surcoût élevé pour s'y installer (en assurances, systèmes de sécurité, vigiles, alarmes, etc.). Et de fait, le niveau de criminalité est l'un des critères les plus importants pour une entreprise dans son choix de localisation.

Exemple récent : un magasin *Leader Price*, dont le gérant a été victime de plusieurs agressions depuis son ouverture en 2007, a été incendié le 8 septembre dernier. La supérette, qui avait été la cible d'un cocktail Molotov en 2009, ne devrait pas rouvrir<sup>59</sup>. Bilan : des emplois supprimés et des habitants privés d'un commerce de proximité.

**S'il n'est pas établi que la misère cause la criminalité, il est en revanche incontestable que la criminalité crée de la pauvreté en éloignant les entreprises et les emplois.**

## 5. Une voie criminologique ignorée : le sujet criminel

### Inverser la relation entre chômage et criminalité

Ignorer peut avoir deux sens : on ne sait pas (quelque chose) ou, dans une réception par exemple, on se détourne d'un importun. Or dans les deux sens du terme, c'est selon, l'infosphère ignore d'ordinaire une autre conception de ce qu'est l'individu criminel, elle mesurée et réaliste, notamment défendue par la très réputée école canadienne de criminologie<sup>60</sup>.

Cette école souligne d'abord qu'en toute bonne logique, une cause ne peut suivre l'effet qu'elle est censée produire. Or dans la réalité des parcours des malfaiteurs juvéniles, il y a le plus souvent *antériorité* de la délinquance sur le chômage ; leur style de vie (inconsistance, désinvolture, mépris du travail, goût des plaisirs coûteux, etc.) les condamnant à chômer souvent et non l'inverse ; ce, d'ailleurs, au milieu d'épisodes de travail.

Comme le résume Maurice Cusson :

« Au cours de la vie, les vols en tous genres apparaissent bien avant l'âge où l'on peut commencer à se dire chômeur. Les trajectoires délinquantes commencent à l'adolescence, souvent même au cours de l'enfance. Elles précèdent, de loin, l'âge de l'entrée sur le marché de l'emploi (...). S'il est vrai qu'une cause ne peut suivre l'effet qu'elle est censée produire, soutenir que le chômage cause la délinquance est logiquement intenable. »

<sup>59</sup> « Saint-Denis : un magasin *Leader Price* incendié », *Le Parisien*, 8 septembre 2010.

<sup>60</sup> Voir sur ce point : « Les relations paradoxales entre la pauvreté et la délinquance », Maurice Cusson, *Cahiers de la Sécurité*, avril-juin 2008 ; « La délinquance, une vie choisie », Maurice Cusson, *Revue Internationale de Criminologie et de Police Technique et Scientifique*, avril-juin 2006 ; « An economic analysis of a drug selling gang's finances », *The Quarterly Journal of Economics*, August 2000.



**La vie délinquante  
cause donc  
le chômage bien plus  
que le chômage n'est  
source de délinquance.  
Ce qui explique  
pourquoi la criminalité  
n'augmente pas en  
période de crise.**

La vie délinquante cause donc le chômage bien plus que le chômage n'est source de délinquance. Ce qui explique pourquoi la criminalité n'augmente pas en période de crise, lorsque le chômage augmente, alors même qu'il y a effectivement peu de personnes en prison ayant précédemment bénéficié d'un emploi stable<sup>61</sup>.

C'est ce qui explique aussi pourquoi il ne suffit pas de donner les meilleures opportunités à des délinquants chroniques pour qu'ils renoncent définitivement à leur mode de vie risqué mais festif. Une étude du programme américain de protection des témoins (*witness protection program*) a ainsi montré que, parmi ceux qui en ont bénéficié, avec à la clé de fortes ressources financières et une nouvelle vie, 21 % ont été arrêtés par la police moins de deux ans après<sup>62</sup>.

### **Une délinquance née de l'envie et non du besoin**

L'école canadienne remarque ensuite que « Le temps des misérables de Victor Hugo est révolu » (Maurice Cusson). Dans la France des XVIIIe et XIXe siècles, oui, un rapport existait entre misère et crime : les archives montrant un lien direct entre l'augmentation du prix des céréales et le nombre des vols - un tel rapport existant peut-être aujourd'hui encore dans les mégapoles et bidonvilles du Sud du monde.

Mais cette causalité directe entre misère et criminalité a totalement disparu dans les pays développés dès le milieu du XXe siècle. En France, les infractions signalées augmentent en effet fortement dans les décennies 1960 et 1970, au cœur des *Trente Glorieuses* (selon la célèbre formule de Jean Fourastié), des décennies de croissante prospérité et de faible chômage. Il y a donc eu dans notre pays coïncidence de l'expansion économique et de l'exubérance criminelle : plus la société s'enrichissait et plus le vol (par exemple) augmentait.

L'école réaliste suggère ainsi que, dans les sociétés développées, l'abondance stimule le vol, et le vrai moteur du crime, n'est plus le *besoin*, mais l'*envie*. Ce qui se constate aussi dans le monde, où coexistent des pays pauvres peu criminalisés, et de fort riches, les Etats-Unis par exemple, à forte criminalité.

61 D'autre part, dit l'école canadienne, si l'on étudie les malfaiteurs eux-mêmes, on s'aperçoit que d'usage « la corrélation entre le statut social d'origine et la délinquance auto-déclarée est insignifiante, voire nulle ». Ce qui ressort des dossiers de criminels récidivistes étant, non le chômage, mais l'instabilité au travail. L'étude approfondie, quatre ans durant, d'un gang par les universitaires américains Steven Levitt et Sudhir Alladi Venkatesh (cf. note 52) démontrant que, même dans des *corporate-gangs* (gangs-entreprises) « les seuls facteurs économiques n'expliquent pas pourquoi un individu entre dans un gang, ni même son comportement en général ».

62 Albanese and Pursley, 1993, 75, Crime in America, some existing and emerging issues.



La délinquance de l'envie plutôt que du besoin explique aussi pourquoi – paradoxe absolu pour la culture de l'excuse – la relocalisation d'habitants issus de quartiers défavorisés dans des environnements plus favorables peu accroître – et non réduire leur taux de délinquance ; c'est du moins ce qui a été constaté dans une étude contrôlée aux Etats-Unis<sup>63</sup>.

### Les « malfaiteurs suractifs »

Qui sont alors ces criminels suractifs, ce « petit pourcentage d'individus [qui] au sein de la population générale, se rend coupable d'une quantité de délits et de crimes hors de proportion avec son importance numérique » ? Qu'on les appelle « malfaiteurs suractifs » au Canada, ou « prédateurs violents » en France, ce sont des individus peu nombreux mais concentrant énormément d'infractions :

- peu ou pas spécialisés,
- commettant beaucoup de délits mineurs ou moyens, mais aussi de fréquents crimes graves,
- généralement rationnels, la pathologie mentale constituant chez eux un facteur marginal, leur activité illicite s'opérant d'ordinaire selon des critères avantage/inconvénient.

Ce sont ces malfaiteurs suractifs qu'il faut identifier. Il faut ensuite tenter de prévenir leur exubérance criminelle ; sinon et en dernier recours, les réprimer selon des techniques tenant de la microchirurgie et non de la pêche au chalut.

Ainsi, combattre la pauvreté et le chômage (ce qui est en soi important et souhaitable) n'impacte la criminalité que si l'on prévient ou réprime l'activité de ces criminels suractifs. Sinon (et là est l'échec majeur de la « politique de la ville ») l'Etat finance mille initiatives économiques et sociales - que l'activité des malfaiteurs, là où ils s'imposent, inhibe ou détruit à mesure.

**Ainsi, combattre la pauvreté et le chômage (ce qui est en soi important et souhaitable) n'impacte la criminalité que si l'on prévient ou réprime l'activité de ces criminels suractifs.**

63 J.R. Kling, J. Ludwig, and L.F. Katz, «Neighborhood Effects on Crime for Female and Male Youth: Evidence from a Randomized Housing Voucher», Quarterly Journal of Economics, 2005.

## ANNEXE 1

### Misère, crime et au-delà

On peut également dépasser le champ étroit du crime - car la culture de l'excuse sévit au-delà - notamment dans les médias où le misérabilisme peut être mis à toutes les sauces : guerres, trafics, massacres, etc. Or il semble bien que là aussi, le *mantra* misère, chômage, crise ne repose sur rien de tangible.

#### Misère et guerre

« La pauvreté, généralement mesurée en terme de PIB par habitant, est souvent considérée comme une condition propice aux conflits. Or les travaux théoriques comme les données empiriques, par exemple le cas de l'ex-Yougoslavie comparé à nombre de pays beaucoup plus pauvres mais où la guerre n'a pas éclaté, montrent que cette proposition est fautive, et que ce sont bien les sentiments d'injustice et de privation relative qui augmentent la probabilité du conflit »<sup>64</sup>.

#### Misère et narco-trafic<sup>65</sup>

Des « damnés de la terre, les cultivateurs afghans du pavot à opium ? pas vraiment. D'après l'ONUDC ce sont « parmi les plus riches du pays... alors qu'à l'inverse, certains paysans très pauvres ne cultivent pas le pavot ». Pour l'ONUDC toujours « La pauvreté ne semble pas avoir été le facteur majeur de l'accroissement des cultures de pavot à opium ces dernières années... Il n'y a nulle preuve que la culture du pavot à opium n'attire les paysans les plus misérables ». De fait, 70 % du pavot à opium provient de la province du Helmand, la mieux dotée d'Afghanistan en véhicules légers (voitures, motos) et la seconde pour les camions, engins agricoles, tracteurs, etc.

#### Crise et massacres de masse

Quand la crise financière débuta aux Etats-Unis, il ne fallut pas attendre longtemps avant qu'un massacre de masse ne se produise.

De tels drames<sup>66</sup> sont récurrents aux Etats-Unis ; en outre, ils sont réputés survenir à l'issue d'une fort longue gestation - ce que confirma alors le psychiatre Michel Dubec<sup>67</sup> : « Il faut attendre dix ou quinze ans pour qu'une angoisse collective se transforme éventuellement en un passage à l'acte individuel de ce type [*massacre de masse*] ». Dans ces conditions, quels liens plausibles entre ces massacres du printemps 2009, et un événement aussi immédiat que la crise financière ?

Mais foin de l'expertise psychiatrique, la « culture de l'excuse » avait son explication : « la multiplication récente des massacres à travers tout le pays amène criminologues et sociologues à établir un lien avec l'état déprimé de l'économie... Les pertes d'emplois et les autres difficultés économiques font peser une pression terrible sur un nombre croissant d'Américains »<sup>68</sup>.

Le chômage ! Le chômage - ici, comment ne pas songer aux médecins de Molière : le poumon ! le poumon.

64 « Construire un système d'alerte précoce des crises », Hélène Lavoix, Note de l'Ifri, été 2006.

65 « Poverty not key factor for Afghan drug crop - Afghan poppy farmers are some of the richest in the country, UN Report ». *Reuters*, 31/06/2008.

66 D'ordinaire, un homme mentalement submergé par quelque grief, surgit lourdement armé sur son lieu d'études ou de travail, tue nombre de ses collègues ou condisciples, puis se suicide.

67 Dans une interview au *Parisien*, le 5/04/2009.

68 Voir « Des tueries à caractère social », *Courrier international*, 9/04/2009.



## ANNEXE 2

### **« Violences et banlieues françaises », G. Fargette, Le Crépuscule du XXe siècle N°17, mars 2007**

*[À propos des émeutes de l'automne 2005]*

« Une armée de 'sociologues', tous plus spécialistes des banlieues les uns que les autres, s'est rapidement abattue sur les médias, avant même que cessent les actes de violence. Ils ont désespérément tenté de se trouver un rôle, en se posant en psychanalystes de la société... et se sont simultanément comportés comme les avocats de ces 'jeunes révoltés', aggravant toujours plus le mélange des genres dans leur recherche éperdue d'un rôle public. Ce positionnement leur impose de surenchérir dans la 'culture de l'excuse', sans comprendre que cela contribue à repousser sans cesse la limite de l'impunité que testent ces prédateurs et que cela prive les populations immigrées, principales victimes de ces comportements, de faire entendre une réaction sociale qui puisse contenir ces attitudes. Comment ces agresseurs ne se sentiraient-ils pas confortés, jour après jour, quand des intellectuels patentés ne cessent de réclamer leur absolution ? ».